



Assemblée générale

Distr. limitée
20 avril 2017
Français
Original : anglais

Commission du désarmement
Session de fond de 2017
New York, 3-21 avril 2017

Projet de rapport

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Organisation et travaux de la session de fond de 2017	4
III. Documentation	6
A. Documents présentés par le Secrétaire général	6
B. Autres documents, y compris ceux présentés par des États Membres	6
IV. Conclusions et recommandations	6



I. Introduction

1. À sa soixante et onzième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 71/82, intitulée « Rapport de la Commission du désarmement », qui se lit comme suit :

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Commission du désarmement¹,

Rappelant ses résolutions 47/54 A du 9 décembre 1992, 47/54 G du 8 avril 1993, 48/77 A du 16 décembre 1993, 49/77 A du 15 décembre 1994, 50/72 D du 12 décembre 1995, 51/47 B du 10 décembre 1996, 52/40 B du 9 décembre 1997, 53/79 A du 4 décembre 1998, 54/56 A du 1^{er} décembre 1999, 55/35 C du 20 novembre 2000, 56/26 A du 29 novembre 2001, 57/95 du 22 novembre 2002, 58/67 du 8 décembre 2003, 59/105 du 3 décembre 2004, 60/91 du 8 décembre 2005, 61/98 du 6 décembre 2006, 62/54 du 5 décembre 2007, 63/83 du 2 décembre 2008, 64/65 du 2 décembre 2009, 65/86 du 8 décembre 2010, 66/60 du 2 décembre 2011, 67/71 du 3 décembre 2012, 68/63 du 5 décembre 2013, 69/77 du 2 décembre 2014 et 70/68 du 7 décembre 2015,

Considérant le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à l'application des décisions sur la question qu'elle-même a adoptées à sa dixième session extraordinaire,

Rappelant en particulier sa résolution 45/62 B du 4 décembre 1990, dans laquelle elle a pris note avec satisfaction de l'adoption par consensus d'un ensemble de moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement², sa décision 52/492 du 8 septembre 1998, relative à l'efficacité du fonctionnement de la Commission, et sa résolution 61/98, par laquelle elle a adopté des mesures supplémentaires visant à améliorer l'efficacité des méthodes de travail de la Commission,

Réaffirmant le mandat de la Commission du désarmement, son organe subsidiaire délibérant spécialisé qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à la formulation de recommandations concrètes sur ces questions, et rappelant que la Commission ne doit épargner aucun effort pour que les décisions sur les questions de fond soient, dans la mesure du possible, adoptées par consensus, comme indiqué au paragraphe 118 du Document final de sa dixième session extraordinaire³,

Soulignant encore une fois la place importante que tient la Commission du désarmement au sein du dispositif multilatéral des Nations Unies pour le désarmement,

1. *Prend note* du rapport de la Commission du désarmement¹;

2. *Réaffirme* qu'il importe de renforcer encore le dialogue et la coopération entre la Première Commission, la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement, note que cela fait 17 ans que la Commission du désarmement ne lui a pas présenté de recommandations de fond et

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 42 (A/71/42).

² Résolution 44/119 C, annexe.

³ Résolution S-10/2.

encourage donc une revitalisation des travaux de celle-ci au cours du cycle triennal actuel;

3. *Souligne* que les débats sur les questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission du désarmement doivent être ciblés et viser l'obtention de résultats concrets;

4. *Prie* la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat qu'elle lui a confié au paragraphe 118 du Document final de sa dixième session extraordinaire³ et au paragraphe 3 de sa résolution 37/78 H du 9 décembre 1982, et, à cette fin, de tout mettre en œuvre pour formuler des recommandations concrètes sur les questions inscrites à son ordre du jour, en tenant compte du texte adopté énonçant les moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement²;

5. *Rappelle* que, conformément à sa décision 52/492, la Commission du désarmement a adopté, à sa 355^e séance tenue le 4 avril 2016, l'ordre du jour provisoire de sa session de fond de 2016¹, étant entendu que les consultations se poursuivraient sur les moyens d'appliquer sa résolution 69/77, et décidé que cet ordre du jour resterait valable jusqu'en 2017;

6. *Recommande* que la Commission du désarmement poursuive, à sa session de fond de 2017, l'examen des points suivants :

a) Recommandations visant à réaliser le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires;

b) Mesures de confiance concrètes dans le domaine des armes classiques;

7. *Prend note* des consultations que le Président de la Commission a menées pendant l'intersession avec les États Membres au sujet d'un document de travail⁴ contenant une proposition tendant à inscrire un troisième point à l'ordre du jour de la Commission pour le reste du cycle triennal actuel dans le cadre de l'examen des moyens de mettre en œuvre la résolution 69/77 de l'Assemblée générale, conformément à la décision 52/492 de l'Assemblée, et encourage la Commission à tenir des discussions informelles sur la question faisant l'objet du document de travail susvisé au cours de la session de fond de la Commission, en 2017, sans préjudice des délibérations sur les points déjà inscrits à l'ordre du jour;

8. *Note* que la Commission du désarmement encourage le président de chacun de ses groupes de travail à poursuivre, pendant l'intersession, les consultations engagées sur le point de l'ordre du jour renvoyé à son groupe;

9. *Encourage* la Commission du désarmement à demander, selon qu'il conviendra, à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement de préparer des notes d'information sur les questions inscrites à son ordre du jour et, si nécessaire, à d'autres experts en désarmement de présenter leurs vues, comme le prévoit l'alinéa e du paragraphe 3 de sa résolution 61/98, sur l'invitation du Président et avec l'approbation préalable de la Commission;

10. *Prie* la Commission du désarmement de se réunir en 2017 pendant trois semaines au plus, à savoir du 3 au 21 avril, et de lui présenter un rapport de fond à sa soixante-douzième session, soulignant que si aucun accord n'a pu être trouvé sur un point particulier de l'ordre du jour, ledit rapport devra être

⁴ A/CN.10/2016/WP.1.

accompagné d'un résumé des travaux établi par le Président où il sera fait état des différentes vues et positions exprimées, comme le prévoit le paragraphe 3.4 du texte adopté énonçant les moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement.

11. *Prie* le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission du désarmement et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les services, y compris l'établissement de procès-verbaux de séance, nécessaires à cet effet, et le prie également de transmettre à la Commission le rapport annuel de la Conférence du désarmement sur sa session de 2016⁵, ainsi que tous les documents officiels de la soixante et onzième session de l'Assemblée générale relatifs aux questions de désarmement, et de fournir à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution.

12. *Invite* les États Membres à faire connaître leurs vues et propositions sur la question suffisamment tôt pour pouvoir tenir des consultations d'ordre pratique avant le début de la session de fond de 2017 de la Commission du désarmement, en vue de parvenir à un résultat constructif, et engage à cet effet le président désigné à commencer les consultations et les préparatifs de la session de fond de 2017 au plus tôt après sa nomination.

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-douzième session, au titre de la question intitulée « Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire », la question subsidiaire intitulée « Rapport de la Commission du désarmement ».

II. Organisation et travaux de la session de fond de 2017

2. À sa 361^e séance plénière, le 13 février 2017, la Commission du désarmement a tenu sa session d'organisation de 2017 au Siège de l'Organisation des Nations Unies (voir [A/CN.10/PV.361](#)). À la même séance, elle a examiné les points relatifs à l'organisation des travaux et les principales questions à inscrire à l'ordre du jour de sa session de fond de 2017, conformément au document intitulé « Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement » adopté par l'Assemblée générale (résolution [44/119 C](#), annexe) et à la lumière de la résolution [71/82](#) de l'Assemblée. Elle a également examiné la question de l'élection des membres de son Bureau, en tenant compte du principe de rotation de la présidence entre régions géographiques. La Commission a élu Gabriela Martinic, Représentante permanente adjointe de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies, Présidente de sa session de fond de 2017. La Commission a pris note de l'ordre du jour provisoire de cette session.

3. À sa 362^e séance, le 3 avril 2017, la Commission a adopté l'ordre du jour provisoire de sa session de fond de 2017 ([A/CN.10/L.78](#)). L'ordre du jour se lit comme suit :

1. Ouverture de la session.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Organisation des travaux.

⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante et onzième session, Supplément n° 27 (A/71/27).

4. Recommandations en vue de la réalisation de l'objectif du désarmement nucléaire et de la non-prolifération des armes nucléaires.
5. Mesures pratiques de confiance dans le domaine des armes classiques.
6. Rapport de la Commission du désarmement à l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session.
7. Questions diverses.

4. À la même séance, la Commission a pris note du calendrier des séances de la session ([A/CN.10/2017/CRP.1](#)).

5. La Commission s'est réunie au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 3 au 21 avril 2017. Au cours de sa session, elle a tenu six séances plénières (voir [A/CN.10/PV.362](#) à 367). Le Service des affaires relatives au désarmement et à la paix du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a assuré les fonctions de secrétariat de la Commission et le Bureau des affaires de désarmement, les services d'appui technique.

6. Pendant la session de 2017, le Bureau de la Commission était constitué comme suit :

Présidente :

Gabriela **Martinic** (Argentine)

Vice-Présidents :

Représentants d'Antigua-et-Barbuda, de l'Autriche, du Bénin, de la Lettonie, de la Libye, de la Lituanie, du Pakistan et de la Turquie

Rapporteur : Ali **Robotjazi** (République islamique d'Iran)

7. À sa 362^e séance, le 3 avril, la Commission a élu Wilmer Mendez (République bolivarienne du Venezuela) Président du Groupe de travail I, chargé d'examiner le point 4 de l'ordre du jour, et Lachezara Stoeva (Bulgarie) Présidente du Groupe de travail II, chargé d'examiner le point 5 de l'ordre du jour.

8. De ses 362^e à 364^e séances, les 3 et 4 avril, la Commission du désarmement a eu un échange de vues général sur toutes les questions inscrites à l'ordre du jour (voir [A/CN.10/PV.362](#) à 364). Pendant cet échange, les représentants des pays ci-après ont fait une déclaration : Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Brésil, Cambodge, Cameroun (au nom du Groupe des États africains), Chili, Chine, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, El Salvador (au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes), Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Inde, Indonésie (au nom du Mouvement des pays non alignés), Iraq, Israël, Japon, Kazakhstan, Libye, Malaisie, Maroc, Mexique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Pakistan, Pérou, Qatar (au nom du Groupe des États arabes), République de Corée, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Turquie, Ukraine et Venezuela (République bolivarienne du).

9. À sa 362^e séance, le 3 avril, la Commission a entendu une déclaration du Haut-Représentant pour les affaires de désarmement.

10. La Commission a renvoyé l'examen du point 4 de l'ordre du jour au Groupe de travail I, qui a tenu 11 séances entre le 5 et le 20 avril.

11. La Commission a renvoyé l'examen du point 5 de l'ordre du jour au Groupe de travail II, qui a tenu 12 séances entre le 4 et le 20 avril.

12. La Commission a tenu des discussions informelles, en application de la résolution 71/82 de l'Assemblée générale, sur la question faisant l'objet du document de travail [A/CN.10/2016/WP.1](#) intitulée « Conformément aux recommandations figurant dans le rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales (A/68/189), élaboration de recommandations visant à promouvoir l'application des mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales aux fins de la prévention d'une course aux armements dans l'espace ». Certains États Membres ont estimé que la question méritait d'être examinée par la Commission.

13. Conformément à la pratique en vigueur, certaines organisations non gouvernementales ont assisté aux séances plénières de la Commission.

III. Documentation

A. Documents présentés par le Secrétaire général

14. La Commission était saisie de la note du Secrétaire général lui transmettant la liste des documents qu'il présentait pour la session de fond de 2017 ([A/CN.10/211](#)).

B. Autres documents, y compris ceux présentés par des États Membres

15. Au cours des travaux de la Commission, le document ci-après, qui concerne des questions de fond, a été présenté et examiné :

Document de travail présenté par les États membres de la Ligue des États arabes ([A/CN.10/2017/WG.I/WP.1](#))

IV. Conclusions et recommandations

16. À sa 366^e séance plénière, le 21 avril, la Commission du désarmement a adopté ad referendum son rapport et ceux de ses organes subsidiaires et a décidé de présenter à l'Assemblée générale les textes des rapports, qui sont reproduits ci-après.

17. À sa 367^e séance, le 21 avril, la Commission a adopté, par consensus, ses rapports et ceux de ses organes subsidiaires à présenter à l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session. Elle a exprimé sa gratitude au Président, aux membres du Bureau, aux présidents des groupes de travail et au secrétariat.

18. Le rapport du Groupe de travail I se lit comme suit :

Rapport du Groupe de travail I sur le point 4 de l'ordre du jour

[À insérer]

19. Le rapport du Groupe de travail II se lit comme suit :

Rapport du Groupe de travail II sur le point 5 de l'ordre du jour

[À insérer]